

Changement climatique, conflit en Ukraine, Brexit, IA, contrôle des armements nucléaires : ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de Vladimir Poutine



Le président russe Vladimir Poutine s'est exprimé sur de nombreux sujets jeudi comme l'Ukraine, les relations avec les Etats-Unis et la Chine ou bien encore sur le dossier du Brexit dans le cadre de la grande conférence de presse qu'il donne tous les ans. Cet exercice est toujours très attendu.

Avec Florent
Parmentier

Conférence de presse annuelle après conférences de presse annuelle, Vladimir Poutine continue de ne pas laisser indifférent. Homme de l'année de Time en 2007, classé premier au classement Forbes 100 sur les personnes les plus puissantes du monde en 2013 et 2016, il en vient à personnifier à lui seul le plus grand pays du monde par la taille. Sujet d'agacement, de répulsion et de fascination, sa conférence de presse annuelle est suivie avec intérêt, à la recherche des intentions du Président russe jugé souvent rationnel mais parfois joueur. On y a vu, au cours des années, un Président combatif, ironisant sur le rôle respectif d'Obama et de Trump, critiquant les Etats-Unis comme l'Europe, intimidant ses adversaires politiques intérieurs, s'inquiétant des risques liés au terrorisme islamiste ou à la remise en cause de la souveraineté des Etats.

En un mot, ce rendez-vous, le 15e du genre, est devenu un exercice incontournable d'explication de la politique (notamment internationale) du Président russe, à côté d'autres événements comme le Forum de Saint-Pétersbourg ou le Forum de Valdai. Il permet de mesurer la température à Moscou, Vladimir Poutine devant arbitrer entre différentes tendances au sein de l'appareil d'Etat et des forces sociales, ainsi que des priorités de long terme (le dérèglement climatique), les combats immédiats à la frontière (en Ukraine) et les risques de déstabilisation de grandes puissances (procédure de destitution de Donald Trump).

Il a d'ailleurs bien été question de température, puisque le Président russe a affirmé que "personne ne sait à quoi est dû" le réchauffement climatique, suscitant une émotion à un moment où Greta Thunberg est devenue la personnalité de l'année pour le Time. Si l'assertion paraît pour le moins contestable, il a pourtant réaffirmé l'engagement de la Russie à réduire l'émission de gaz à effet de serre dans le respect de l'Accord de Paris. La place de la Russie est singulière. "Première en superficie, espace maritime, population, bases militaires, investissements pétro-gaziers, infrastructures portuaires, ou encore brise-glaces, la Russie est la puissance dominante du Grand Nord", nous rappelle Mikaa Mered dans son ouvrage remarquable et récemment sorti, Les mondes polaires (p.477, PUF). La viabilisation de cet espace représente certes une priorité stratégique pour la Russie, mais non sans inquiétudes.

La situation de l'Ukraine n'a pas non plus manqué de faire partie des discussions, plus particulièrement l'année de l'arrivée du Président Zelensky, animé d'une volonté de finir le conflit dans le Donbass et de ne pas faire perdurer la situation actuelle. En effet, le conflit en Ukraine n'est toujours pas stabilisé (des soldats ukrainiens y périssent régulièrement), et la mise en place d'une solution politique s'avère très difficile, faute d'intérêts convergents. La tentative de rapprochement avec la Russie opérée par le Président français a permis d'organiser un Sommet décembre en mode "format Normandie" (Ukraine, Russie, France, Allemagne), mais ne

résout pas les dissensions autour des accords de Minsk, notamment sur la question de la frontière. Il reste à voir si le transit du gaz russe par l'Ukraine pourra réchauffer les relations, dans un contexte de vote de sanctions par le Congrès contre le gazoduc Nord Stream II.

Enfin, il a été question de Trump ; le Président russe en avait vanté les mérites avant son élection, laissant espérer un rapprochement entre les deux pays. Ce qu'on a appelé "l'enquête russe", ainsi que l'existence de groupes d'influence hostiles à la Russie, n'a pas permis de rapprocher les positions, ni d'effectuer de percée. Peut-être n'était-ce pas l'objectif de départ : plutôt que de désigner un candidat pouvant lever les difficultés dans la relation bilatérale, l'idée était davantage d'immiscer le doute dans le fonctionnement de la démocratie américaine, de fragiliser le système politique dans son ensemble. Le soutien de Vladimir Poutine à Donald Trump, dans ce contexte, n'apparaît nullement surprenant, même si le Président russe ne souhaite pas nécessairement améliorer les relations bilatérales si rapidement.

Il est sans doute difficile d'épuiser, ne serait-ce que tous les sujets internationaux, d'une conférence de presse de 4h19. La politique plus musclée de la Chine, Boris Johnson et le Brexit, l'ingérence internationale, le contrôle des armements nucléaires, le développement de l'IA en Russie (les voitures sans conducteurs de Yandex) ou la mise en place d'un internet souverain mériteraient sans doute de longs développements. Qu'à cela ne tienne, une même conférence de presse sera organisée l'an prochain. Et ce au moins jusqu'en 2024, puisque c'est la fin du mandat (envisagé) du Président Poutine... même si ce point devra être vérifié à l'avenir.